

## DES FUITES DE PETROLE DURENT DEPUIS JUIN DERNIER Alerte à Bouira

"Tu es venu pour le pétrole qui nous empoisonne la vie ? Viens mon fils, approche, tu vas voir de tes propres yeux." C'est en ces termes que nous avons été accueilli ce dimanche à Douba, localité située dans la commune d'Ahnif, à 35 km à l'est de Bouira, par un vieillard qui gardait ses moutons et qui nous a montré immédiatement dans la paume de sa main les traces du pétrole contenu dans l'eau de l'oued en nous invitant à les humer pour mieux sentir l'odeur de cet hydrocarbure à l'état brut.

"Tu vois, ajoutera-t-il, cela dure depuis plusieurs mois et personne n'a daigné y remédier. Nos sources et puits sont pollués. Nous ne les utilisons même pas pour nos cultures. Nous sommes perdus." En effet, ce sont les riverains qui nous signalèrent des fuites de pétrole depuis le pipeline Béni Mansour-Dellys, au pied d'un ravin où coule un cours d'eau appelé "Thassift n'Sebkha".

Ce dimanche, lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons constaté de visu ces infiltrations de pétrole au niveau de plusieurs points, et ce, sur une cinquantaine de

mètres. Il faut dire que des retenues, comme nous l'attestera plus tard un responsable de Sonatrach joint par téléphone, ont été aménagées et la combustion de pétrole piégé se fait en permanence. Mais force est de constater que malgré cette combustion, des fuites subsistent toujours et le cours d'eau est devenu complètement pollué. Un cours d'eau qui déverse directement dans l'oued Sahel, lequel avec le temps, si ce n'est déjà fait, polluera inéluctablement la nappe phréatique.

Ceci est l'avis du directeur de l'environnement de la wilaya de Bouira, M. Bounebbab, qui nous parle d'une véritable catastrophe pour l'environnement. Selon lui, l'oléoduc est complètement détérioré et ses fuites ne sont pas signalées uniquement au niveau de cette localité, mais aussi dans d'autres, durant les années précédentes, notamment à Djebbahia et Bouderbala. Notre interlocuteur nous dira en outre que les responsables de Sonatrach ont été informés le mois d'octobre dernier, mais "même avec les solutions prises, l'on assiste toujours aux fuites de pétrole

qui se déversent directement dans la nature, une véritable catastrophe écologique".

Par ailleurs, du côté de Sonatrach, l'on se veut serein. Le responsable que nous avons contacté par téléphone à Béni Mansour essaiera d'abord de nier l'existence de fuites de pétrole au niveau de cet endroit, mais quand il saura que nous nous sommes déplacés sur les lieux et que nous y avons pris des photos, il finira par reconnaître leur existence mais en donnant une autre explication.

En effet, ce responsable dira, dès le début, que le pipeline actuel est vétuste et qu'une nouvelle conduite sera opérationnelle au plus tard dans un mois. En outre et concernant ces fuites, il nous dira que ce ne sont que des résidus ou résurgences comme il les appellera. Pour preuve, d'après lui, les tests montrent qu'il n'y a aucune fuite depuis que le débit a été revu à la baisse. Concernant l'existence de ce pétrole dans le cours d'eau et au niveau de l'oued Sahel, notre interlocuteur reconnaît que même avec des retenues appropriées pour piéger le pétrole issu de

ces résurgences, il y aurait toujours une petite quantité qui s'infiltrera pour échoir dans le cours d'eau. Néanmoins, du côté de la Direction de l'environnement, on ne semble pas très convaincu par ces résurgences.

Le directeur nous dira avec une pointe d'amertume : "Les fuites qui durent depuis le mois d'octobre (juin, d'après les riverains qui étaient formels), ne peuvent être des résurgences. Et même avec ça, le mal est déjà fait."

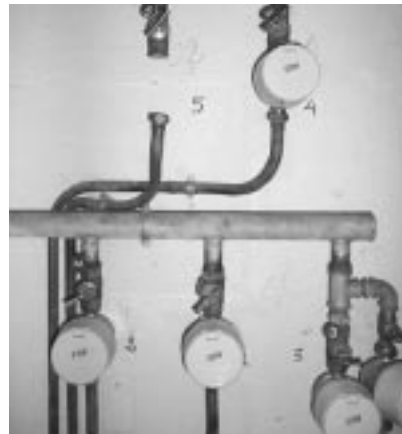
Hier, après que nous eûmes contacté le directeur de l'environnement, ainsi que les responsables de Sonatrach, une sorte de panique s'est emparée d'eux et ont vite dépêché une équipe sur les lieux pour s'enquérir de la chose. Cependant, la question que l'on se pose aujourd'hui est de savoir quel est le véritable impact de ces fuites sur les nappes phréatiques de la vallée du Sahel ainsi que sur le barrage de Tihiaft d'Akbou, lequel est alimenté directement depuis l'oued Sahel.

Ce n'est qu'en fonction de ces résultats que la gravité de ces fuites sera déterminée.

Y. Y.

### BOUZEGUENE

## 600 compteurs d'eau endommagés



Le secteur de l'hydraulique n'a pas été épargné par les dégâts occasionnés par les récentes intempéries dans les localités les plus durement touchées par la vague de froid. Au niveau de l'agence locale ADE de Bouzeguène dont les compétences s'étendent jusqu'à la commune d'Illoula, plus de 600 compteurs de comptage d'eau représentant environ 10 % du réseau d'AEP ont été abîmés.

Les dégâts concerneraient également une cinquantaine de vannes de vidange et de distribution dénombrés à travers le réseau et les chambres à vannes des réservoirs ainsi qu'une partie de la tuyauterie, selon un bilan provisoire établi à la date du 6 février. Le phénomène de congélation, induisant une hausse importante du volume d'eau dans les compteurs des abonnés, a eu pour effet un éclatement des couvercles en cuivre des appareils ainsi que des cadrans, les rendant totalement inopérants.

L'ensemble des dégâts sera pris en charge par l'entreprise ADE de Tizi-Ousou, selon une source locale, qui indique que la tutelle a ordonné un recensement des dégâts aux fins d'évaluation. Avant-hier, et suite au refoulement de l'eau, on nous fait savoir qu'une équipe technique s'est rendue à Ath-Zikki sur les lieux des captages situés à 1 300 m d'altitude pour s'enquérir de l'état du réseau. Une mission qui a mis en difficulté cette équipe dont un ouvrier a failli périr en chutant dans une crevasse, précise-t-on, sachant que la neige y a atteint 2 mètres d'épaisseur par endroits.

S. H.

### BLIDA/ILS ACHETAIENT DES PUCES GSM AVEC DES CARTES D'IDENTITE FALSIFIEES

## Les quatre trafiquants sous les verrous

Les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Blida ont arrêté, tout dernièrement, quatre individus qui s'adonnaient à un trafic de puces téléphoniques GSM en utilisant les cartes d'identité des personnes qui louent des cassettes vidéo.

En effet, cette manière d'agir n'a été rendue possible qu'à la faveur de la complicité d'un tenancier d'une vidéothèque à Blida qui remettait les pièces d'identité à ses compères après que ses clients les eurent déposées en gage contre la location d'une cassette vidéo.

De ces cartes d'identi-



tés, les faussaires enlevaient les photos pour les remplacer par les leurs, ce qui leur permettait de se souscrire, sans le moindre souci, à un abonnement chez l'un des opérateurs de téléphonie mobile et de communi-

quer ensuite sans regarder à la dépense.

C'est suite au dépôt de plainte des victimes qui ont reçu des factures salées alors qu'il ne possèdent aucun abonnement GSM qu'une enquête a été ouverte et qui a

abouti à l'arrestation de K. K., 36 ans, qui détenait la vidéothèque à l'encontre duquel, par pure coïncidence, un mandat d'arrêt était établi pour une autre affaire.

Présentés, dimanche dernier, au procureur de la République, H. B., 21 ans, E. K. S., 25 ans, Z. A., 21 ans, et K. K., 36 ans, ont été placés sous mandat de dépôt pour les chefs d'inculpation de faux et usage de faux, usurpation d'identité, complicité et association de bande de malfaiteurs.

M. B.

### DETOURNEMENT DE 487 MILLIONS A LA BADR DE BLIDA

## 14 personnes arrêtées

Quatorze personnes travaillant à l'agence 426 de la Badr de Blida ont été arrêtées par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya après que les investigations menées par la brigade économique et financière eurent déterminé le montant du préjudice et limité de façon précise les responsabilités.

Il s'agit, en effet, du chef d'assainissement de cette agence, de deux chefs de section de caisse, de quatre caissiers et de sept guichetiers. On leur reproche de transférer l'argent de comptes de commerçants vers des comptes particuliers clôturés ou dont les clients sont décédés. Présentés,

samedi dernier, devant le procureur qui a remis l'affaire entre les mains du juge d'instruction, ce dernier a placé sous mandat de dépôt le chef du service assainissement, O. A., 36 ans, et sous contrôle judiciaire les quatre caissiers, tandis que les autres seront appelés à la barre, le jour de l'audience, en citation directe.

Par ailleurs, on croit savoir que d'autres malversations auraient été découvertes par les responsables de cette banque, ce qui pourrait encore aggraver la situation du fait que l'affaire tendrait à être qualifiée en criminelle.

M. B.